

Mario Albertini

Tutti gli scritti

IV. 1962-1964

a cura di Nicoletta Mosconi

Società editrice il Mulino

Lettre ouverte à Autonomie fédéraliste

Andrea Chiti-Batelli a décidé une fois pour toutes que nous nous occupons des institutions de l'Europe mais non de leur «contenu», et il n'y a pas moyen de le faire changer d'avis. En réalité nous nous occupons aussi bien de ces institutions que de leur contenu – les thèmes du «Fédéraliste» le prouvent – mais cela ne trouble nullement Chiti-Batelli, qui va jusqu'à louer certains articles de la revue qui traitent de questions de contenu (par exemple ceux sur le Sud du Tyrol, sur le pacifisme de Bertrand Russell, sur l'ouverture à gauche en Italie, etc...) et répète ensuite sans aucune hésitation son accusation d'«institutionnalisme». Si les faits ne le font pas changer d'avis, il est bien certain que nous n'y parviendrons pas davantage. Ceci étant, nous ne savons que lui répondre. Nous pouvons seulement espérer qu'il se rende compte qu'il se trompe, et c'est dans cet espoir que nous l'invitons simplement à parcourir les index des années de la revue; toujours dans cet espoir nous l'invitons également à relire notre *Projet de Manifeste*¹, pour contrôler si ce texte s'occupe du cours historique du fédéralisme – comme il nous le semble – ou s'il se limite à un pur et simple examen institutionnel comme il l'affirme.

Avec le même mépris des faits Andrea Chiti-Batelli adresse à notre projet d'action-cadre (le *Recensement volontaire du peuple fédéral européen*)² la critique d'apolitisme, affirmant qu'il se réduirait à un générique et superficiel «Si tu veux l'Europe, signela». Mais c'est lui qui en décide ainsi, contre les faits. La vérité est qu'il s'agit de signer un bulletin qui comprend: a) le principe de la Fédération européenne, b) le critère du pouvoir constituant du peuple fédéral européen comme moyen pour la fonder, c)

¹ Voir «Le Fédéraliste», IV (1962), n. 4, pp. 349-69.

² Voir «Le Fédéraliste», IV (1962), n. 3, pp. 257-85.

l'énonciation des valeurs en jeu, et en particulier la marche vers la paix du monde, la liberté des européens et le rétablissement de la justice sociale en Europe. C'est un fait que sur un bulletin de ce genre on ne peut rien dire de plus ou de différent, à moins de n'indiquer une autre Europe, un autre pouvoir pour la fonder, et d'autres valeurs, car il ne s'agit pas d'un *Manifeste*, de la justification philosophique, morale ou historique d'un choix politique, mais du choix lui-même dans ses limites de fait: l'équivalent du vote des élections nationales. D'ailleurs Chiti-Batelli sait mieux que nous que même des hommes qui ont dirigé dans le passé le combat fédéraliste passent désormais sur le nome de Fédération européenne – ils parlent de rénovation démocratique, d'une unité européenne non définie – et se gardent bien de revendiquer le pouvoir constituant du peuple fédéral européen. Nous, nous voudrions que, avec ce recensement européen, tous les citoyens le revendiquent. Et cela, pour Chiti-Batelli, semble être apolitique.

Mais il y a plus. Nous avons dit que cette revendication doit être liée à une stratégie politique, et Chiti-Batelli le sait. Dans le rapport officiel au Comité central du Mfe nous avons écrit textuellement: «Il existe, naturellement, un lien entre l'action-cadre ou tout autre plan réaliste de développement, et la ligne politique du fédéralisme». En outre, en ce qui nous concerne directement, nous avons toujours affirmé que nous lierons cette campagne à notre ligne politique, celle de l'opposition de régime et de communauté. Dans ce but, nous avons adopté une *Déclaration d'intentions*. Mais Chiti-Batelli ne s'en soucie point. Il nous coupe la tête et il dit ensuite que nous sommes sans tête. Comment lui répondre? Nous avons répété d'innombrables fois que la campagne n'est qu'un instrument d'organisation indispensable, mais loin d'être suffisant. Nous l'avons appelée «action-cadre» justement pour faire comprendre qu'elle n'est rien si elle n'est pas «remplie». Rien à faire. Chiti-Batelli affirme qu'une action-cadre est vide, il nous attribue, contre toute évidence, l'intention de nous limiter à la pure et simple action-cadre, et il dit ensuite que notre action est vide.

Tout autres sont en réalité les problèmes à discuter avec Chiti-Batelli. Le Congrès du peuple européen, qui reste notre instrument pour la phase finale du combat, aurait, à son avis, le défaut de «concentrer l'attention sur une abstraite formule

institutionnelle trop sèche et simpliste». Il en résulte que, si nous avons une force suffisante, l'instrument à employer serait celui du parti politique, nécessaire pour «contester directement aux forces politiques nationales leur prétention au monopole du pouvoir». Nous avons l'impression que Chiti-Batelli ne s'élève pas à la hauteur de notre problème stratégique. Il ne s'agit pas de contester à quelqu'un le monopole des pouvoirs nationaux, ni même de les conquérir. Nous acquerions le pouvoir de diriger la politique étrangère, militaire, économique et sociale de l'Allemagne, de la France, de l'Italie, etc., c'est-à-dire celui de maintenir la division de l'Europe. Il s'agit au contraire de défaire ces pouvoirs par un autre pouvoir. Notre problème est de conquérir un pouvoir latent, le pouvoir de décider la fondation de l'Europe (pouvoir constituant); c'est le problème de la création d'un État neuf sur un terrain neuf. La structure de notre organisation doit être adaptée à cette tâche, complètement différente de celle des partis: elle doit permettre, dans le cadre européen, la vie d'une minorité faible mais en contact avec la population et capable, au moment favorable qu'elle aura elle-même contribué à susciter, de prendre la tête de la rébellion de l'opinion publique européenne contre l'impuissance et l'arbitraire des forces politiques nationales.

Les divergences sur ce problème, et sur d'autres à discuter avec Chiti-Batelli, naissent probablement des divergences sur un problème théorique fondamental: celui des rapports entre les organisations et la ligne politique, entre les institutions et la société. Mais pour en discuter, il faut les identifier clairement.

Chiti-Batelli ne l'a pas fait, et c'est justement cette incertitude de fond qui l'empêche d'examiner sérieusement notre attitude. Et c'est peut-être cette même incertitude de fond qui lui fait dire que, pour insérer le fédéralisme dans l'histoire, il faudrait lui donner le visage et le contenu des gauches nationales, lui donner en substance une façade et des thèmes socialistes. C'est comme si l'on disait qu'il y a cent ans le marxisme aurait dû, pour s'insérer dans l'histoire, ne pas se poser comme antithèse du capitalisme, mais au contraire prendre son propre visage et ses propres contenus.